

## Un rapport du HCCA pour imposer la contractualisation

Dans le cadre de l'AGE de l'Apli au Plessis-Macé (Maine-et-Loire), le 31 janvier (voir [Assemblée des producteurs de lait Apli : une nouvelle équipe en place](#) - 5 février 2012), le président **Richard Blanc** a demandé à **Roland Tardieu**, ancien agriculteur et syndicaliste FDSEA dans le Cantal (producteur de lait en GAEC père-fils), **de faire l'historique des relations entre le syndicalisme majoritaire (FNSEA et FNPL) et la Coopération laitière (FNCL), afin de comprendre comment a été introduit le concept de contractualisation laitière sur proposition du Haut Conseil de la Coopération agricole (HCCA).**

**Roland Tardieu a commencé par décrire l'évolution de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)** depuis sa création en 1947. Le premier président, fondateur, était Eugène Forget (FDSEA du Maine-et-Loire). Il a toujours existé une tension entre les puissants céréaliers et les éleveurs, plus nombreux.

**En 1970, la dévaluation du franc (12,5%),** décidée par le président Pompidou, eut des conséquences catastrophiques pour l'élevage mais très heureuses pour les grandes cultures. Lors de son congrès à Lyon, le conflit entre éleveurs et céréaliers a conduit à la mise en place du Fonds d'aide à l'élevage (gestion par Unigrains), l'émission télévisée « Adieu coquelicots » présentée par de Virieu ayant contribué à rapprocher les deux camps.

**En 1992, face à la réforme de la PAC,** le président de la FNSEA, l'humaniste Lacombe, n'a pas eu la capacité de dire non, malgré une manifestation de 300 000 paysans à Paris. Les aides aux prix sont devenues des aides directes aux producteurs.

**A l'intérieur de la FNSEA,** le clivage était entre les partisans des aides réparties sur tout le territoire (Tesseydou et Lapie, respectivement n°2 et n°3) et les libéraux, qui l'ont emporté par connivence entre les céréaliers et les bretons, et aussi entre syndicalisme et coopération. Luc Guyau a été élu président (Tesseydou et Lapie n'ont même pas pu présenter le rapport qu'ils avaient préparé pour le congrès).

**Le rapport du Haut Conseil de la Coopération Agricole** avait été demandé par le Premier ministre Raffarin à l'ancien président de la FNSEA, Guillaume. Il s'agissait de mettre de l'ordre dans la Coopération laitière. L'Union Laitière Normande avait fait faillite et SODIAAL avait de grosses difficultés (son fleuron, Yoplait, allait être largué aux capitaux privés). Xavier Beulin et Christiane Lambert étaient les personnalités influentes de la réflexion qui a été menée dans différentes instances (HCCA,, filière laitière, filière porcine, Comité économique et social).

**« La compétitivité aura un prix. Des choix inéluctables ».** L'orientation de ces rapports était claire. Il fallait intégrer la notion de volatilité des prix et les échanges mondiaux (qui ne représentent pourtant que 6% de la production). La France devait faire un effort supplémentaire (car elle avait pris du retard dans libéralisation) dans la compétitivité des prix. Eloge du Danemark, où la coopération est très forte et les exploitations ont été restructurées. Il fallait s'aligner sur les prix de la Nouvelle-Zélande, les plus bas du monde.

**Les retards dans l'accès aux marchés sont dus aux quotas laitiers, aux AOC.** Le prix du lait est beaucoup trop élevé en France. C'est le choix de la gestion territoriale des quotas laitiers (raisonnement anti-économique) qui est la cause de l'éloignement des marchés.

**La grande idée, c'est mettre les producteurs et les régions en concurrence,** ce qui se fait au Danemark et aux Pays-Bas. Ce qui freine, c'est la complicité entre les producteurs et les pouvoirs publics, les accords au CNIEL qui bloquent tout et pénalisent l'industrie laitière (prix du lait trop élevés, même en 2009...).

**Le rapport préconise les restructurations.** On a vu l'alliance entre SODIAAL et Entremont, la reprise de Parmalat par Lactalis, la 3A qui a avalé des AOC, le GLAC qui a repris des AOC et pratiqué l'union entre privés et coopératives. Les Coopératives sont pressurées (contraintes territoriales). Il faut développer les bassins laitiers, conquérir les marchés (export).

**Il faut changer de gouvernance, aller vers le capitalisme coopératif** (avec directoire et conseil de surveillance). Il faut sortir des quotas, intégrer les filiales, pratiquer la contractualisation et l'alliance entre coopératives et privés, fermer des sites, ne plus collecter des producteurs, remettre en cause le CNIEL (interprofession laitière).

**Le territoire laitier comprend trois grandes zones :**

- le grand ouest, qui a une énorme capacité de production (un seul problème, l'environnement) en consommant des oléoprotéagineux et du maïs,
- le sud-ouest (maïs),
- la montagne, comme le Cantal (60% en AOC), le reste en production de viande bovine (vaches allaitantes, broutards engraisés dans des zones maïs et oléoprotéagineux).

**Il y a trois catégories de producteurs :** ceux qui ne sont pas assez productifs, qu'il faut accompagner vers la cessation, ceux qu'il faut aider à être plus productifs et ceux qui n'ont pas besoin d'aide.

C'est ce schéma qui vous est proposé.

**L'intervention de Roland Tardieu** a été enregistrée (voir [ASSOCIATION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE LAIT](#)):

1

<http://www.youtube.com/watch?v=75lvXMKKabc>

2

<http://www.youtube.com/watch?v=IRKAj02kII4>

3

<http://www.youtube.com/watch?v=ERTqD4t-a28>

4

<http://www.youtube.com/watch?v=5Nb889sckWA>

5

<http://www.youtube.com/watch?v=ZAXmcl1V8mE>

Cet article est le 281<sup>ème</sup> publié sur ce blog dans la catégorie [AGRICULTURE et PAC](#).

Article paru le 6 février 2012 sur <http://mrc53.over-blog.com>